

## ARRETE DU MAIRE

Nous, Christophe PILCH, Maire de Courrières,

I.T N° 22/083

Vu la loi n° 96-603 du 5 Juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et notamment son chapitre premier, titre III,

Vu le décret n° 96-1097 du 16 décembre 1996 relatif aux ventes en liquidation, ventes au déballage, ventes en soldes et ventes en magasins d'usine,

Vu le décret 2009-16 du 07 Janvier 2009 pris en application de l'article L 310-2 du Code du Commerce,

Vu la demande présentée le 04/07/2022 par Monsieur le Directeur du Magasin « CORA COURRIERES »,

Vu le récépissé de déclaration préalable du 04/07/2022

### ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le Directeur du Magasin « CORA COURRIERES » est autorisé à organiser une vente au déballage sous chapiteau (gros volumes alimentaires).

**ARTICLE 2 :** Cette vente se déroulera du 18 Août au 03 Septembre 2022 inclus sous un chapiteau implanté avec l'accord du Maire de COURRIERES, sur le parking du Magasin « CORA COURRIERES », route nationale 319 à Courrières.

**ARTICLE 3 :** Préalablement à la vente au déballage le pétitionnaire devra fournir les extraits de registre certifiant de la conformité du chapiteau et de ses équipements.

**ARTICLE 4 :** Le Sous-préfet de Lens, le Maire de Courrières, le Directeur Départemental de la Protection des Populations du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la commune ce jour et dont ampliation sera notifiée au demandeur.

Fait à Courrières, le 11 JUL. 2022

Le Maire,



Notifié à l'intéressé  
le

Christophe PILCH

#### Voies et délais de recours

Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la notification de l'acte, soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception.